

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 245 – VENDREDI 13 FÉVRIER 2015

PÂQUERETTE EFFEILLÉE

Un copain qui disparaît.
Des élections chronophages.
De quoi perdre un peu d'éclat.

AGENDA MILITANT

→ 15 février

Europe [Avec les Grecs](#)



→ 17 février

Paris [La Grèce, Syriza et l'avenir de l'Europe](#)

→ 21 février

Veynes [AG de la Cie du Pas de l'Oiseau](#)

→ 26 février

Fontaine ["A quoi rêvent les milieux populaire ?"](#)
4^e Forum national de la désobéissance

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Monde

[Grèce, la démocratie en chantier](#)

→ Rencontre/des livres

[Le livre noir des banques](#)

Austérité, fraude fiscale... l'Europe contre la démocratie

Décidément, la démocratie est une idée neuve en Europe ! Sous nos yeux, les libéraux et les socio-démocrates - tous chantres de l'austérité - enterrent la démocratie européenne. Veto, chantages, menaces... les dirigeants de l'Union et leurs amis banquiers n'ont de cesse, depuis l'élection grecque, de faire échouer Alexis Tsipras et son gouvernement.

Peu leur importe que ce gouvernement soit issu du suffrage universel, que le peuple, essoré par des années de casse des droits sociaux, ait relevé la tête. Il serait inacceptable, irresponsable que les Grecs veuillent s'affranchir de l'écrasante domination de la Troïka ! Les gueux ne vont tout de même pas décider !

Cependant, notons-le, il n'y a là aucune surprise. Pourquoi ceux qui avaient jugé nul et non advenu le vote français du 29 mai 2005 contre le Traité constitutionnel européen auraient-ils changé d'avis ? Soyons en sûrs, et cela fait partie du problème : ils ne changeront pas d'orientation, il faudra qu'ils soient battus.

D'un certain point de vue, on les comprend. Que la Grèce montre qu'il est possible de rompre avec le libéralisme, et c'est tout le consensus des technocrates de Bruxelles qui s'effondrerait. Que des brèches soient ouvertes dans la sacrosainte religion de la diminution de la dette, donc des dépenses publiques, et tous les autres peuples de l'Union pourraient y voir un exemple à suivre.

Pour eux, pour l'UMP, le PS et le FN, il faut mettre l'éteignoir sur les besoins sociaux, éducatifs et écologiques, taire les besoins de services publics et de solidarité. Il faudrait faire silence sur les 56 milliards de dividendes et d'actions gratuites versés aux actionnaires du CAC 40 en 2014. Il ne faudrait pas se scandaliser des 180 milliards de détournements fiscaux révélés par *Le Monde* (rien que pour 2006 et 2007) et ne pas exiger une opération main propre à la Française. Enfin, il faudrait se taire aussi sur les surenchères sécuritaires et guerrières qui minent, elles aussi, la démocratie.

De fait, dans le capitalisme d'aujourd'hui, la démocratie est devenue un simple vernis. On pense à la terrible phrase de Jaurès : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.* » Tandis que la finance montre son vrai visage, hydre antisociale et antidémocratique, il est grand temps de parler d'un autre projet de société.

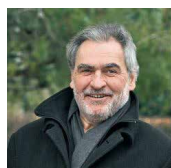
● Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, Sylvie Larue, Pierre Zarka

L'action publique locale au cœur des enjeux sociaux et démocratiques

Alors que s'annonce une nouvelle étape des débats parlementaires sur l'organisation territoriale de la République, les élections départementales auront lieu les 22 et 29 mars prochains.

Dans cet entretien, Christian Favier, président (PCF, Front de gauche) du Conseil général du Val-de-Marne aborde de front les enjeux de l'action publique locale et les moyens d'y répondre.

Quels sont les objectifs de la réforme territoriale en cours ? S'agit-il réellement d'une troisième phase de la décentralisation ou, au contraire, d'une recentralisation ?



L'objectif initial annoncé par le gouvernement, c'était en 2012 d'engager une nouvelle étape de la décentralisation.

Le président socialiste du Sénat de l'époque, Jean-Pierre Bel, avait même organisé des états généraux de la démocratie locale. Des propositions avaient été avancées par les parlementaires pour renforcer la décentralisation, développer les coopérations, les cohérences. Au final, on est passé de cet objectif, qui pouvait largement rassembler à gauche, à une volonté de réduire le champ de la décentralisation par une mise en cause des collectivités historiques, les Communes et les Départements au profit d'une reconcentration vers les Agglomérations, les Métropoles et les Régions.

Outre l'aspect extrêmement technocratique de ces projets, c'est une mise en

cause très grave de la démocratie locale de terrain.

J'ajoute que derrière cela, pointe la volonté de réduire les moyens des collectivités locales sous la pression de

On est passé de l'objectif d'une nouvelle étape de la décentralisation à une volonté de mettre en cause des collectivités historiques, les Communes et les Départements. Derrière cela, pointe la volonté de réduire les moyens des collectivités locales sous la pression de Bruxelles.

Bruxelles. C'est le seul argument utilisé par le gouvernement pour justifier cette reconcentration. C'est une logique très

libérale de réduction du périmètre des services publics locaux. C'est très pré-occupant.

Pourquoi les Départements doivent-ils selon vous être préservés et leurs actions développées, au lieu d'être dépecés ou supprimés, comme le souhaitait Manuel Valls il y a encore quelques mois ?

Les Départements sont avec les Communes les collectivités de base de la démocratie locale. Ils sont enracinés dans le territoire, c'est sûrement ce qui gêne les technocrates européens et le pouvoir UMP ou socialiste.

Depuis les grandes lois de décentralisation du début des années 80, ils disposent de compétences fortes, bien distinctes de celles des Communes ou des Régions : l'action sociale, les solidarités envers les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes en situation d'exclusion sociale, la protection de l'enfance, l'entretien des collèges, des routes départementales... Les Départements sont les premiers vecteurs de solidarités sociales et territoriales. Et surtout, ils peuvent, avec la clause de compétence ●●●



Coup d'État contre les Départements
Christian Favier. Les Éditions de l'Atelier
2014, 192 p.

●●● générale, se saisir de toute question d'intérêt départemental. Nul ne peut aujourd'hui mettre en cause l'action des Départements qui, depuis plus de trente ans, ont parfaitement rempli leurs missions. Je pense notamment aux collèges, que l'État nous a cédés dans un état de délabrement avancé. Depuis, la situation a radicalement changé. En Val-de-Marne, nous avons reconstruit ou lourdement rénové la quasi-totalité des établissements. Est-ce cela que l'on reproche aux Départements ?

D'ailleurs, nos concitoyens le disent très clairement. En Val-de-Marne, ils sont plus de 77 % à se dire attachés à leur Département. Nous avons réussi en quelques semaines à mobiliser plus de 35 000 Val-de-Marnais pour dire "le Val-de-Marne j'y tiens !"

Cette mobilisation qui s'est développée dans de très nombreux Départements n'est sûrement pas étrangère au recul du gouvernement sur le sujet. Puisqu'aujourd'hui, il n'est plus question d'en supprimer aucun. Bien évidemment, il nous faut rester très vigilants.

Dans de nombreux domaines (centres de protection maternelle et infantile, actions éducatives, parcs, etc.) les Départements sont des "pourvoyeurs de gratuité" et sont porteurs, à ce titre, d'une logique alternative à la logique marchande du capitalisme. Comment faire pour que cette dimension, non perçue par le plus grand nombre soit valorisée, et qu'elle participe d'une stratégie politique d'émancipation ?

Vous avez raison de dire que les Départements, comme les autres collectivités locales d'ailleurs, sont porteurs d'une logique alternative à la marchandisation. Ce sont avant tout des services publics dirigés par des élus du peuple. C'est très important. Or, justement, certains lorgnent sur le formidable marché qu'ils peuvent représenter. Sur les choix qui pourraient être faits si à la place, c'est le privé qui tenait les commandes. Par exemple, dans les 104 collèges publics du Val-de-Marne, la restauration scolaire est gérée en régie publique, par des agents du Conseil général, avec des orientations définies par la majorité départementale : développement du bio, aides financières pour permettre aux enfants de familles à revenus modestes ou moyens de déjeuner le midi... Dans le département voisin des Hauts-de-Seine, c'est le privé qui gère tout. Je sais que les grands groupes de la restauration aimeraient bien prendre pied dans notre département aussi. Mais là, nous veillons au grain et pas question de livrer cela à la course aux profits. C'est donc bien un choix politique qui pose souci aux libéraux.

Dans votre livre, *Coup d'État contre les Départements*, vous critiquez la bureaucratie et la technocratie, mais vous prenez garde à mettre hors de cause l'administration, la Fonction publique et la construction européenne qui, « dans leurs principes », seraient des « outils irremplaçables de l'intérêt général ». Ne sont-elles pas, elles aussi, marquées par les objectifs et conceptions du capitalisme dominant, traversées par des contradictions et donc enjeu de luttes, tant sur les idées que sur les pratiques dont elles peuvent être porteuses ?

Que l'on soit clair, je suis un ardent défenseur du service public. Lui seul peut être garant de l'égalité de traitement de nos concitoyens et du développement durable des territoires. Le service public, c'est l'opposé des logiques marchandes où la compétition règne, où la recherche du profit tient lieu d'ambition.

Mais je suis tout autant lucide sur les débats et les contradictions qui tenaillent la haute fonction publique. Par la formation d'abord. Combien d'enfants d'ouvriers, d'employés, de familles vivant en banlieue dans les cohortes de l'ENA ? Cela oscille entre pas beaucoup et pas du tout. Dans le même esprit, des "vérités" sont assénées depuis des décennies sur la rentabilité, le management, la performance, la flexibilité... Bref, tout ce qui a fleuri dans le monde de l'entreprise et y a causé tant de dégâts se retrouve, avec un temps de retard, dans la haute fonction publique. Ces technocrates qui ne passent jamais le périphérique ●●●

●●● ont l'ambition de décider de tout, de supplanter les élus, irresponsables disent-ils, de limiter la démocratie aux sondages d'opinion. C'est cette dérive technocratique que je dénonce dans mon ouvrage. Celle qui produit des plans, des schémas, des processus auxquels nos concitoyens ne comprennent rien et qui leur compliquent la vie au quotidien. Mais cette dérive technocratique n'est en rien une génération spontanée, c'est l'avorton de la société libérale que l'on veut nous imposer.

Pouvez-vous développer votre proposition, tirée de votre livre, d'aller « plus loin dans la décentralisation » et nous dire ce que les gens pourraient y gagner ?

D'abord plus de démocratie. On ne perd jamais son temps à débattre, à écouter, à consulter. Il y a une coupure très dangereuse qui est en train de déchirer notre société. Nos concitoyens ont le sentiment d'être abandonnés et isolés. Il nous faut donc redonner sens et substance à la démocratie, au pouvoir du peuple. Et plus elle s'exprime dans la proximité, plus la démocratie mobilise, intéresse, plus l'espoir regagne. Regardez la formidable mobilisation citoyenne qui a suivi les attentats de janvier dernier. Face à l'horreur, le peuple aurait pu réagir par la peur, l'exclusion, le repli. Eh bien non, c'est la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité qui ont battu le pavé. Donc, pour moi, aller plus loin dans la décentralisation c'est faire confiance à l'intelligence populaire, à l'intelligence locale pour démultiplier les dynamiques, les projets, la mobilisation citoyenne. Faire confiance au peuple, faire confiance à ses élus, à leur capacité d'initiative, c'est ça l'enjeu de la décentralisation, et surtout pas de construire des

usines à gaz qui ne fonctionnent pas. Et, sincèrement, puisque vous évoquez ce que les gens auraient à y gagner, je dis beaucoup. Vous savez, lorsqu'un technicien décide de placer un feu tricolore, il le fait avec son regard de technicien, sur un plan. Lorsque l'on consulte les passants qui vont utiliser ce feu, ce n'est pas le même regard, c'est celui d'en bas, de là où se vivent les choses. Eh bien, lorsque l'on met les deux en relation, le technicien et le passant, on place forcément le feu au bon endroit. Celui qui crée cette relation, c'est le médiateur, l'élu, il est indispensable. Cet exemple, on peut le transposer à tous les domaines de la vie. C'est cela qu'il nous faut construire, agir au plus près des gens, avec eux. C'est en tout cas ma conception de ma responsabilité.

Les collectivités locales sont porteuses d'une logique alternative à la marchandisation. Ce sont avant tout des services publics dirigés par des élus du peuple. Or, certains lorgnent sur le formidable marché qu'ils peuvent représenter.

Plutôt que de reconcentrer les compétences en transférant, par exemple, les routes départementales et les collèges aux Régions - proposition fort heureusement rejetée par les sénateurs lors de la première lecture de la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) - je

pense qu'il vaudrait mieux gérer au niveau pertinent le plus proche des citoyens et usagers tout ce qui peut l'être.

À quoi correspond le développement des Métropoles et que pensez-vous de leur institutionnalisation ?

Il y a un fait métropolitain, il est indéniable, comme dire que c'est humide quand il pleut. Ce fait métropolitain a été nié pendant de longues années. En banlieue parisienne, nous en avons souffert. Nous avons longtemps été considérés comme l'arrière-cour de la capitale, l'espace où elle venait y placer ce qu'elle ne voulait pas en son sein : les usines d'incinération, les cimetières, les entrepôts, les logements sociaux... Penser notre territoire comme un espace partagé, solidaire, ouvert aux coopérations, c'est un très grand progrès. Mais, je ne suis pas certain que le chemin pris par l'affirmation des Métropoles dans la loi soit le bon et qu'il mène à ces ambitions. Je pense même le contraire. La Métropole du Grand Paris, telle qu'elle est en train de se construire, risque fort de conduire à reproduire les erreurs d'un passé que l'on pensait révolu. Trop de concentration, une technocratisation poussée, un éloignement du terrain. Ce n'est pas ce sur quoi nous nous étions engagés avec la création de la conférence métropolitaine avec Bertrand Delanoë.

La Métropole du Grand Paris fait l'objet d'une confrontation de conceptions. À peine votées, les dispositions législatives la concernant font l'objet de modifications. Où en est-on ? Sur quoi vous battez-vous et avec qui ?

D'abord, la loi MAPTAM (loi de Modernisation de l'action publique ●●●

●●● territoriale et d'affirmation des Métropoles), telle qu'elle avait été promulguée en janvier dernier, se heurtait à l'opposition des trois-quarts des maires de la Métropole. Construire une Métropole contre les élus, cela n'a pas de sens car ce sont eux qui vont la gérer. Souvenons-nous que ce projet était né d'un véritable putsch de quelques députés socialistes qui, sur un coin de table, avaient topé sur un schéma de métropole hyper-centralisée, pensée pour la compétition économique internationale plutôt que pour la population. Métropole dont ils imaginaient alors que l'un d'eux en aurait la présidence.

Au sein du syndicat mixte Paris-Métropole et du Conseil des élus de la Mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris (MGP), nous avons beaucoup travaillé, consulté, échangé, et nous sommes arrivés à une position de compromis qui rassemble la quasi-unanimité des élus métropolitains. Bien sûr, comme tout compromis, il est loin d'être parfait. Pour autant, le gouvernement a dû en tenir compte. De manière insuffisante, j'estime. C'est la raison pour laquelle, avec les élus du groupe communiste, républicain et citoyen du Sénat, je me suis abstenu sur le projet réécrit. Les territoires de la MGP (échelon intermédiaire entre les Communes et la MGP) ont gagné la personnalité juridique, des compétences, des ressources et du personnel propres, alors qu'ils n'étaient que des échelons déconcentrés de la MGP sans aucun de ces attributs et de ces moyens dans la loi MAPTAM. Nous avons donc obtenu de redécentraliser en partie le mastodonte qui concentrait les pouvoirs et les moyens sur un territoire de 7 millions d'habitants. Mais il reste encore beaucoup de dispositions à améliorer, notamment

concernant la capacité des futurs territoires de la Métropole de disposer d'une autonomie fiscale pérenne et pas seulement pour une phase transitoire de 5 ans. Il en va de même concernant les menaces qui pèsent sur le devenir des Communes qui se verraient privées de quasiment toute compétence dans des domaines aussi importants que l'habitat, l'aménagement, l'urbanisme ou le développement économique. À l'Assemblée nationale, il serait impensable que le gouvernement veuille encore revenir en arrière. Au contraire, il serait nécessaire de continuer à améliorer le texte.

Penser notre territoire comme un espace partagé, solidaire, ouvert aux coopérations, c'est un très grand progrès. Mais la Métropole du Grand Paris telle qu'elle est en train de se construire risque fort de conduire à reproduire les erreurs d'un passé que l'on pensait révolu.

Tout le monde constate une crise de la conception représentative de la démocratie. Quelles en sont les raisons et comment aller vers une démocratie plus réelle ? Comment faire évoluer l'action publique locale afin qu'elle soit plus participative et plus efficace ?

Je l'ai effleuré, c'est la démocratie locale ou plus précisément la démocratie

de terrain qu'il faut renforcer. Associer, consulter, écouter et bien évidemment créer les moments, les espaces pour le faire. C'est un enjeu majeur. Ce n'est bien sûr pas une question technique, mais un véritable choix de société. Des outils, il y en a, il s'en développe tous les jours avec les réseaux sociaux. Mais la volonté, l'ambition de redonner la parole au peuple, là, c'est autre chose. C'est un choix d'avenir, un choix d'espoir et je suis convaincu que c'est un choix profondément progressiste. Si l'on veut construire une République sociale pour renverser le libéralisme et ses fléaux, si l'on veut construire une République écologique pour renverser les logiques marchandes qui détruisent la planète, il faut redonner la voix et le pouvoir au peuple. C'est cela être révolutionnaire aujourd'hui. Alors oui, l'action publique locale a besoin de plus de démocratie réelle, cela ne peut que la rendre plus efficace encore, mais plus largement, c'est en associant les citoyens à toutes les décisions que l'on pourra les intéresser à la vie publique, les inciter à se mêler de ce qui les regarde, de s'emparer des choix, de leur avenir, de celui de leurs enfants, et donc de construire, d'avancer.

Quels sont les rapports de force politiques dans le Val de Marne ? Comment abordez-vous le scrutin départemental de mars ?

Nous ne sommes pas en Val-de-Marne un îlot bien différent du reste de la France. Avec le nouveau mode de scrutin, les nouveaux cantons et surtout la poursuite des politiques d'austérité qui font si mal à nos concitoyens, il existe ici, comme dans tous les départements, un risque bien réel de droite et d'extrême-droite. Pour autant, nous ne sommes ●●●

●●● pas tétanisés par l'enjeu, bien au contraire. Avec la droite et l'extrême-droite, c'en serait fini des politiques sociales, solidaires, innovantes que nous menons en Val-de-Marne et qui sont bien appréciées. C'en serait fini du bouclier social que nous tentons d'opposer aux conséquences de la crise. C'est donc un choix simple que nous allons proposer aux citoyens : soit la droite et ses mauvais coups, soit le Front de Gauche pour poursuivre et développer un Département utile au quotidien.

Je cite souvent l'exemple du logement social. Dans le Val-de-Marne, les 19 villes qui disposent de moins de 25 % de logements sociaux sont toutes des villes dirigées par la droite. Ce n'est pas le fait du hasard. Ces maires nous disent qu'ils ne peuvent pas construire, qu'ils n'ont pas de terrains disponibles. Mais quand on y regarde de plus près, on se rend compte que depuis quinze ans, ce sont plus de 65 hectares qui, dans ces Communes, ont été livrés aux promoteurs immobiliers. Du foncier il y en a, en revanche, il n'y a aucune volonté politique d'offrir aux ménages modestes et moyens la possibilité de se loger dans ces villes. La ségrégation sociale commence là. Dans

cette volonté de consolider des formes de ghettos favorisés. Voilà ce que fait la droite quand elle dirige. C'est pourquoi je propose que l'on interdise, dans toutes ces Communes qui sont hors la loi, les

**Si l'on veut construire
une République
sociale pour renverser
le libéralisme et
ses fléaux, si l'on
veut construire une
République écologique
pour renverser les
logiques marchandes
qui détruisent la
planète, il faut redonner
la voix et le pouvoir
au peuple. C'est cela
être révolutionnaire
aujourd'hui.**

opérations de promotion immobilière qui ne comporteraient pas au moins 30 % de logements sociaux.

Pour notre part, nous agissons avec notre collectivité pour faciliter la vie et préparer l'avenir de tous. Tous les engagements concrets que nous avons pris, nous les avons scrupuleusement tenus. Ainsi, par exemple, nous avons remis à chaque élève entrant au collège un ordinateur portable comportant de nombreux programmes éducatifs conçus avec l'Éducation nationale. Tous les élèves des collèges publics ou privés en bénéficient. C'est une réelle source d'égalité. Et je peux vous dire que c'est perçu comme tel. C'est aussi un bel atout pour réussir, parce que nous sommes persuadés que tous les jeunes en sont capables.

Cela, cette action concrète, c'est d'abord un choix politique, celui des élus Front de gauche et de toute la majorité de gauche qui dirige le Département. Aux Val-de-Marnais de dire s'ils veulent arrêter ou continuer cela. C'est, dans ce domaine, mais aussi dans de très nombreux autres, un choix très simple et qui me rend plutôt confiant pour l'avenir.

● Entretien réalisé par **Cerises**

Avec le temps...

Il s'est engagé une course de vitesse, et nous ne savons pas si nous courons vraiment assez vite. Mais on peut noter que dans une course de fond, l'essentiel est moins la vitesse immédiate que la constance et un certain acharnement dans la volonté. Ou encore que dans une course en pleine mer, le cap ne compte pas moins que la vitesse. Bref, on peut multiplier les métaphores, et aucune d'elles n'est totalement inexacte, mais aucune d'elles ne peut être filée *ad nauseam*. Gramsci utilisait une autre métaphore, qui n'est pas sans mérites, ni sans limites : il y a des périodes où la lutte révolutionnaire s'assimile à une guerre de mouvements, d'autres où elle s'assimile à une guerre de positions. L'une des grandes difficultés de la grande question, "Que faire ?", est que l'on est toujours tout à la fois dans les exigences contradictoires de la course de fond, de la course de vitesse, et de la course en pleine mer. Et que notre guerre de positions se déroule en pleine guerre de mouvements.

Nous avançons lentement ; c'est notre guerre de positions. Le capital avance vite ; c'est sa guerre de mouvements. Le temps politique est une chose curieuse. À l'inverse du temps de l'intuition physique, il avance avec des détours et des reculons, des hésitations, des accélérations parfois erratiques. Pour le meilleur et pour le pire. La Grèce nous donne un exemple d'accélération, dont d'autres peuples peuvent profiter : l'Espagne, et pourquoi pas la France. Savoir si les événements de janvier en France seront un facteur d'accélération ou un frein est plus complexe ; mais le triomphalisme en la matière n'est certainement pas de mise. L'élection partielle du Doubs devrait tempérer l'optimisme de celles et ceux qui voyaient dans les rassemblements du 11 janvier l'amorce d'un sursaut démocratique.

La formule peut sembler redondante : le mieux que nous ayons à faire est sans doute de faire ce que nous avons à faire. Rassembler, ne rien lâcher, expliquer, convaincre, avancer, mobiliser. Les évidences politiques, comme le temps, peuvent suivre un cours étrange. Ce qui était évident hier peut devenir demain problématique. Et des idées semées un jour dans l'indifférence générale peuvent germer au moment où on l'attend le moins. Par exemple, le fait qu'un autre monde est possible. Par exemple que le PS n'est pas de gauche. Ou que l'austérité est non seulement mortifère mais économiquement nuisible. Ou que l'on peut résister aux diktats des puissants. Ou que ce qui est commun doit être reconnu comme tel. Que la socialisation de secteurs entiers de la vie économique s'impose comme une nécessité. Que la démocratie ne se confond pas avec la représentation et la délégation. Que des gens différents peuvent vivre ensemble, et que des courants politiques aux orientations distinctes peuvent lutter ensemble. Et bien d'autres choses encore.

Pour mener une course du genre de celle que nous courons, il faut du souffle, une bonne boussole, un bon équipement, une étude approfondie du terrain, une bonne carte d'orientation, et avoir beaucoup réfléchi. Et la réflexion collective, que l'on doit mener tout en courant, en consultant sa carte et sa boussole, et en évitant les malentendus, n'est pas ce qu'il y a de plus facile. Surtout quand la carte est fautive comme l'était celle de Magellan. Il est vrai que la bataille des idées ne se gagne pas seulement à coups de débats, souvent confus, ou de textes que personne ne lit, mais aussi sur le terrain des pratiques, des échecs et des succès. C'est peut-être notre chance.

● Laurent Lévy



Bernard Calabuig : un altercommuniste s'en va

L'équipe de Cerises a le cœur gros. Bernard Calabuig nous a quittés le 10 février. Ses obsèques auront lieu ce samedi 14 février à Aubagne. Nos fraternelles pensées vont à sa compagne Viviane et à ses enfants. En hommage, ici et sur le site des communistes unitaires, les premières paroles de celles et ceux qui l'on rencontré.



Pierre Zarka : Bernard Calabuig est mort ce matin. Pour beaucoup d'entre nous, il est un des fondateurs et animateurs de l'Association des communistes unitaires, après avoir contribué aux tentatives de renouvellement du Parti communiste. Pour d'autres, il est aussi le responsable de la JC. Pour moi, un ami depuis 1975. Une grande complicité s'était établie.

Il est mort comme il l'entendait, avant que la maladie ne le dégrade. Il disait encore il y a deux jours qu'ouvrier maçon, le militantisme lui avait permis de faire qq chose d'exceptionnel de sa vie ; qu'« *il valait mieux mourir à 57 ans, après avoir vécu ce qu'il avait vécu, plutôt qu'à 77 sans avoir rien fait de soi.* » Aussi dur soit-il de le dire, il a raison. J'ai une peine immense et un profond respect pour son

courage, sa gentillesse, son esprit toujours en alerte : jusqu'au dernier moment nous parlions de l'ACU, d'Ensemble ! et ce qu'il faudrait pour faire face à la crise politique. Toujours discret, souvent ironique, il poussait toujours à réfléchir davantage.

Comme celles et ceux qui l'ont connu et ont partagé tant de choses avec lui, j'ai mal.

Je pense à sa famille, Viviane, ses enfants, qui étaient autour de lui.

Salut Bernard, chapo Bernard !

Louis Aminot : Bernard. Décidément, la vie ne se lassera jamais de nous imposer ses insupportables goujateries. La disparition prématurée de Bernard affectera assurément bien au-delà des rangs des "communistes de l'avenir". Bernard était un type bien. Un homme capable de s'expliquer clairement. A force de travail, il s'était hissé au rang méritoire de l'ouvrier-penseur. Je me sens honoré par sa trajectoire. Nous nous connaissions peu. Nos écarts d'âge et géographique y sont pour quelque chose. Nous avons échangé, pour la dernière fois, à propos de son livre, *Un itinéraire communiste*. Je lui ai dit mon contentement devant la qualité de son ouvrage, Bernard m'a alors encouragé à persévérer et à écrire "un bout de notre histoire". A sa famille, à vous qui étiez ses amis, je vous assure de ma tristesse et de ma solidarité. Bernard vivra dans nos coeurs et combats.

Clémentine Autain : Je suis abasourdie par la nouvelle, éminemment triste. J'avais l'habitude de militer et discuter avec Bernard depuis de nombreuses années. Je l'appréciais, humainement et intellectuellement. Je pense à ses plus proches. Et à nous tous. Il manquera.

Bruno Bessière : Bernard était un ami avec lequel s'était nouée une complicité sans cesse plus forte.

Je l'ai connu au début des années 80, à la JC. (...) durant les 11 années que j'ai passé dans les instances nationales de la JC et de l'UEC, j'avais déjà pu mesurer ses qualités politiques et humaines.

Quel que soit l'avis que lui-même a pu porter sur certaines de ses prises de position passées, il se posait beaucoup de questions et ne s'exprimait que de manière très argumentée, après avoir réfléchi et travaillé. Il était de ceux qui osait ne pas répondre tout de suite quand il était confronté à une question nouvelle, à une réalité qui ne collait pas avec "la ligne politique" du moment. Il pouvait dire "je vais y réfléchir, on en reparlera" (et on reparlait effectivement). Et ce n'était pas rien, à l'époque, de la part d'un responsable de son envergure. (...)

Bernard n'a jamais été de ceux qui ont renoncé à l'ambition communiste d'émancipation humaine.

Par contre, nulle ambition personnelle chez lui, mais une recherche acharnée des voies pour avancer dans le sens de cette émancipation, avec un dévouement extraordinaire (comme il le dit dans son dernier livre : « *Toujours "candidat à rien et volontaire à tout"* »).

Bernard n'était pas de ceux qui disaient une chose et faisaient le contraire. Il était pleinement lui-même dans tout ce qu'il faisait. La suite de son parcours est en cohérence avec tout cela. (...) nous nous sommes retrouvés à la section de Bezons et au Conseil départemental du PCF du Val d'Oise, dont il était le secrétaire fédéral. Ce fut une période de bataille politique passionnante mais parfois dure(...).

Nous avons pu nous réjouir ensemble de la victoire du non au référendum sur le Traité constitutionnel européen, nous désoler que le mouvement multiforme créé durant cette campagne n'ait pas été poursuivi, nous battre pour créer et faire vivre (avec succès) des collectifs unitaires antilibéraux et pour des candidatures communes aux présidentielles et législatives (avec l'échec que l'on sait), etc.

Il y avait, au sein de cette fédération, un débat pluraliste qui était souvent d'une grande qualité et Bernard y était pour beaucoup. (...)

(...) Impossible de parler de tout, tellement sa vie a été riche. Et il l'a fait bien mieux que je ne pourrais le faire, dans son dernier livre *Un itinéraire communiste, du PCF à l'altercommunisme*.

Cet ouvrage est, à la fois, un examen critique de son parcours et de l'histoire du communisme - d'une sincérité et d'une

honnêteté qui lui ressemblent complètement - et une réflexion synthétique, claire et percutante sur le combat à mener et les perspectives d'émancipation.

(...)

J'ai le cœur lacéré et le sentiment d'une perte immense, mais il me reste le bonheur de l'avoir connu et d'avoir pu partager tant de choses avec lui, il me reste mille souvenirs et tout ce qu'il nous a légué, il me reste la certitude qu'il n'aurait rien attendu de mieux de nous que nous continuions son combat, notre combat commun.

François Coustal : Je ne connaissais pas vraiment Bernard Calabuig, mais j'ai eu l'occasion de le rencontrer en août dernier, à Pau, lors de la première université d'été d'Ensemble ! Nous y avons partagé - avec Bernard Ravenel - la "tribune" d'un atelier sur "la période 1968 - 1981", dans le cadre d'un cycle à "la gauche face au pouvoir".

Plus précisément, cela fut l'occasion de rappeler comment nos différents courants politiques de l'époque - le PCF pour Bernard Calabuig, le PSU pour Bernard Ravenel, la "Ligue" en ce qui me concerne - avaient abordé cette période.

Ce que nous avons pensé et défendu à l'époque.

Et, sans doute plus important, de confronter ce que nous en pensions maintenant, plus de quarante ans plus tard !

Avec, je crois, beaucoup de respect, d'écoute réciproque.

Et, naturellement, une certaine dose d'ironie et d'auto-ironie, de la part de chacun de nous. Le moins que l'on puisse dire est que Bernard Calabuig n'en n'était pas avare...

Quelque chose comme l'amorce d'un dialogue... trop tôt interrompu.

Tristesse, donc.

Catherine Destom-Bottin : j'ai peu connu Bernard, si ce n'est dans l'ACU et dans son livre, mais c'est un souvenir qui, à plusieurs reprises a marqué ma vie de jeune communiste, que je voudrais évoquer. Lors des congrès ou des grandes assemblées de la JC, lorsque les étudiants de l'UEC, pour débattre entre nous des questions qui nous étaient spécifiques, nous quittions la salle plénière, nous nous levions des travées, accompagnés d'un chœur puissant, unanime rageur qui scandait: "L'UEC à l'USINE !" Cela me violentait. Je ne sais plus pourquoi ni comment mais je garde le souvenir, lui précis, que les mots, à la tribune, de "l'ouvrier Bernard Calabuig" ainsi qu'on le présentait, me réparaient de cette brutalité.

Serge Grossvak : J'ai la gorge serrée... Et moi qui ne l'ai pas appelé parce que comme toujours je remets à demain... Quand même, quelle connerie cette nouvelle ! C'est à la Fédé du 95 que je l'ai connu, secrétaire. Et il fallait le faire, dans ce département de Robert Hue ! Il fallait le tenir ce bateau tiré de partout tout en tenant l'essentiel : ouvrir le parti « *seule chance qu'il se renouvelle, se remette en question* », être ouvert sur le département lorsque sur le pays les portes se fermaient, sans que tout l'édifice éclate... Et je n'y ai pas tenu la place que j'aurais dû, j'avais l'intention de lui dire n'avoir compris que trop tard... Voilà, c'était un homme affectueux comme un cauchoix, malgré ses origines : tout intériorisé, et ça m'allait bien mais d'autres parleront mieux que moi de la tendresse de Bernard. Si quelque chose est à préserver de cet homme, et à poursuivre, c'est son sens politique. L'action politique, le souci de l'engagement du peuple (là, je soupçonne sa racine du Sud-Ouest), la mise en musique de la réflexion théorique. Bernard, là, tu me fais le coeur gros !

Anne Jollet : Cher Bernard... Terrible nouvelle. On s'éloigne et je ne savais pas. Mais je partage les mots de Pierre. Moins proche mais très peinée aussi. Un si chouette communiste, comme on les voudrait tous. Simple et soucieux de la pensée, de penser au plus juste le social, sans se payer de mots, penser au mieux pour être en phase avec le réel, le comprendre pour le transformer... Que j'aimais son honnêteté et sa vivacité d'esprit ! Sa chaleureuse présence aussi, sa modestie toujours ouverte aux voix/es nouvelles.

Un si précieux communiste. Ne faisant pourtant pas le précieux.

C'est une grande perte pour nous tous et je dis dans ce moment douloureux aux siens, aux ami/es, ma vive affection et mon admiration pour la lucidité de son engagement et sa liberté si courageusement affirmée,

Bien amicalement, Anne Jollet (notamment, ex compagne de route du Conseil national du PCF. Il fallait de la constance, de l'obstination et le partage du fond de la salle faisait du bien)

Catherine Krechmar : C'est au pays « d'Aubagne et de l'Etoile » où nous avons été si bien accueilli(e)s que j'ai connu Bernard. Là-bas, puis à Paris et encore cet été à Pau, son sourire, ses argumentations faisaient de l'homme de conviction un interlocuteur si chaleureux. Je suis triste. Que ses proches

sachent combien nous l'apprécions et que Pierre Zarka, malgré son chagrin, lui rende un bel hommage en notre nom.

Sylvie Larue : Je suis contente d'avoir trouvé cette photo de



Bernard (ci-contre), je la trouve très belle, je l'ai piquée sur le site de *La Marseillaise*. De la force, de la sérénité, de la bienveillance, il y a beaucoup de choses qui se dégagent de cette photo. J'ai un profond respect pour tous les choix qu'a fait Bernard tout au long de sa vie, et pour ceux qu'il vient de faire au cours des derniers jours de

sa vie trop courte. Il nous a donné une sacrée leçon de courage. Quelle injustice de partir à 57 ans ! Je suis heureuse de l'avoir rencontré, d'avoir bénéficié de ses réflexions et de son humour tendre, et je suis triste qu'il nous quitte si vite.

Laurent Lévy : J'ai peu connu Bernard, et aurais aimé le connaître mieux. Une réflexion toujours honnête et profonde, nourrie de ce que le communisme a produit de meilleur, et un homme amical et chaleureux. Merci à Pierre, en nous donnant cette nouvelle, de l'assortir de ce rappel de propos sur le sens que l'on peut donner à sa vie.

Makan Rafatdjou : Bien que sachant l'imminence, l'information fait toujours un choc, un tourbillon de tristesse de voir partir sitôt un tel homme et la joie de l'avoir connu et un peu côtoyé, des sièges du fond de la salle du CN pris dans la farandole de la « mutation » jusqu'aux battements d'ailes de l'ACU. Bernard fait partie de ces personnes qui font grandir les autres, par leur profonde humanité, leur lucidité sans concession (et qui plus est avec ironie et humour), leur abnégation à trouver de nouvelles solutions, leur courage à raviver la flamme de l'émancipation dans la tempête, leurs luttes non pas pour des lendemains qui chantent mais pour des améliorations radicales ici et maintenant, et leur persévérance à oeuvrer pour le renouvellement du communisme, par leurs réflexions, leurs pratiques et leurs activités. Bernard fait partie de ces personnes qui, bien par-delà leur mort, restent bel et bien vivants dans les coeurs et les esprits. Merci à toi Bernard.

Daniel Rome : ma peine est grande en apprenant le décès de Bernard. Je l'ai rencontré pour la première fois à la fin des années 90 quand le PCF parlait de mutation. Bernard était chargé par la direction nationale de rencontrer les directions des fédérations pour donner un contour concret à la mutation. (...) J'ai découvert un homme affable et plein d'humanité, à l'écoute des autres, un dirigeant qui donnait envie de militer et de s'engager pour que l'engagement communiste connaisse un nouveau souffle.

Par la suite en 2003 Bernard m'a contacté pour animer avec lui et d'autres le réseau École.(...)

Il a commencé la première réunion en disant qu'il ne connaissait pas grand-chose aux questions scolaires car il avait quitté l'école à 14 ans. Il avait beaucoup de modestie mais il travaillait d'arrache pied pour faire avancer ce qu'il croyait utile pour la bonne cause. (...) Pendant 7 ans nous avons beaucoup travaillé pour que le mouvement communiste produise une pensée cohérente sur l'École. (...)

En 2010, nous avons quitté le PCF sans quitter le communisme. Et j'avais toujours beaucoup de plaisir à retrouver Bernard et les autres amis aux séminaires du communisme initiés par l'ACU.

Il m'avait fait part de sa maladie, il m'a dit : « Je lutterais pour la vaincre. » Plusieurs fois je l'avais eu au téléphone et son courage était intact.

Je perds un ami , un compagnon de combat... ma tristesse est grande.

L'équipe de Syllepse : C'est avec tristesse que nous apprenons le décès de Bernard Calabuig, notre ami et notre auteur. C'est en septembre dernier qu'il avait publié *Du PCF à l'altercommunisme*, le récit d'un itinéraire qui l'avait mené, jeune ouvrier maçon, à adhérer au Jeunesses communistes jusqu'à devenir secrétaire de la fédération du Val d'Oise du PCF, avant de rompre avec ce parti pour participer à la fondation d'un «altercommunisme».

Il avait également publié, avec son complice José Tovar, *L'école en quête d'avenir* et *Faites chauffer l'école: Principes pour une révolution scolaire*. Il occupait ainsi dans notre catalogue une certaine place, la place de ceux et celles qui, malgré les histoires différentes, essaient d'y penser le monde pour le transformer.

Que dire de plus que notre tristesse et notre amitiés à ses proches et répéter sans cesse que ce n'est qu'un combat, continuons le début !

José Tovar : Il y a des jours, comme ça, de tristesse infinie. Bernard, plus qu' un camarade , un ami...

Je me souviens de ce drôle de petit bonhomme venu, en 2003, prendre la direction du réseau école du PCF (...) Bernard, l'ancien maçon qui nous annonce tout net : « *Moi, la question de l'école, je n'y connais pas grand-chose, d'ailleurs j'ai quitté l'école à 14 ans, alors... mais je compte sur vous pour m'aider à comprendre.* » Oh, il ne lui a pas fallu longtemps, pour comprendre et rivaliser d'intelligence, sur cette question comme sur bien d'autres, avec les meilleurs spécialistes ! C'est qu'il faisait avant tout de la politique, le Bernard, et comment !

Pendant sept ans, nous avons tracé la route ensemble avec le réseau, produisant au passage un «projet d'avenir» pour l'école qui remettait à flot la pensée communiste sur cette question décisive, mais ce parti... quel gâchis !

Après la déchirure, nous avons continué ensemble, avec l'ACU. (...) Sa capacité à aller toujours à l'essentiel nous avait permis de surmonter quelques contradictions qui, dans notre vie antérieure, bloquaient la réflexion. Sans sa lucidité, ses capacités à prendre appui sur le réel pour se projeter vers l'avenir, ce travail n'aurait pas été possible. Un intellectuel, un vrai, et avec quelle modestie !

Quelle chance, pour moi, de t'avoir rencontré, d'avoir pu travailler à tes cotés !

Merci, Bernard, merci pour tout. Ton accent va me manquer longtemps.

Roger Martelli et Catherine Tricot ont rendu hommage à Bernard Calabuig, ici : <http://www.regards.fr/web/article/bernard-calabuig-le-dernier>

D'autres réactions sont présentes sur le site communistesunitaires.net.

Nous reviendrons sur le parcours de Bernard Calabuig et les réactions à son décès dans notre prochaine édition, le 6 mars. En attendant, *Cerises* vous propose de relire l'entretien qu'il nous avait accordé en septembre 2014 à l'occasion de la sortie de son livre, *Un itinéraire communiste* (aux éditions Syllepse). Il est ici : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4592&q=Calabuig>

A comme Appropriation (sociale)

Le mot désigne une des passions les plus fortes et les plus anciennes de l'humanité. Celle-ci se manifeste chez l'individu dès la prime enfance. Il suffit de voir des nourrissons jouer ensemble, s'arracher des jouets des mains (ou parfois se les donner) pour savoir que la passion d'avoir est constitutive de l'être humain. Elle le constitue comme "être".

Marx n'envisageait d'ailleurs pas le communisme comme la fin (qu'on peut juger utopique) de tout sentiment de propriété. Mais il l'inscrivait dans l'évolution historique des formes de la propriété. Dans son élargissement, de l'horizon borné de la propriété privée à l'horizon élargi de la propriété commune.

Cette question de la propriété bien qu'elle soit le plus souvent occultée reste cruciale. Jamais la propriété n'a été à ce point à la fois invisible et concentrée. Avec la diffusion générale des sociétés par actions et le rôle des banques et du capitalisme financier, (qui est déjà une forme "privée" et capitaliste de socialisation), la propriété paraît moins personnelle qu'au début du XIX^e siècle. Mais jamais la propriété réelle n'a tenu dans aussi peu de mains (1 % possède autant que tout le reste de l'Humanité selon le récent rapport d'Oxfam.)

Il y aurait aujourd'hui des raisons fortes de remettre la question de l'appropriation sociale au cœur du combat populaire. La souveraineté des peuples, la nécessité d'assurer les biens communs de l'humanité, le partage des ressources limitées, la planification que nécessiterait une vraie transition écologique sont autant de motifs impérieux et dans une certaine mesure nouveaux de socialiser les grands moyens de production et d'échange.

Pourtant, cette perspective apparaît plus lointaine et plus utopique que jamais.

La loi du 11 février 1982 avait procédé à la nationalisation des cinq plus grandes banques et de 44 groupes industriels.

Aujourd'hui, ces nationalisations de la banque et des secteurs clefs de l'économie auxquelles avait procédé le gouvernement d'union de la gauche en 1981 paraissent relever d'une autre époque. Pourtant, la nationalisation reste un recours possible, même pour des capitalistes en faillite. Ainsi, le gouvernement anglais a renationalisé le réseau ferré Railtrack en 2000, l'administration américaine a pris 60 % du capital de General Motors en 2009 et le gouvernement italien vient de faire de même avec un grand site sidérurgique (ce que n'a pas fait le gouvernement français pour Florange).

Le caractère multinational des entreprises crée un obstacle mais il n'est pas insurmontable. La question s'était déjà posée en 1982 et avait été résolue.

Mais la propriété n'est pas qu'une affaire juridique, comme le montre d'ailleurs cette expérience de nationalisations qui n'ont pas débouché sur de vraies socialisations.

**« Le futur est
dans le présent.
Demain commence
dans les initiatives
appropriatives
d'aujourd'hui. »
Lucien Sève.**

L'expérience des pays socialistes donne aussi à réfléchir sur ce point essentiel. Il ne suffit pas de décréter la propriété collective pour que celle-ci soit ressentie comme telle. Le peu de mobilisation des travailleurs pour défendre «leur» propriété lors de la Grande Braderie à l'Est l'a démontré.

De la même façon que le capital n'est pas seulement argent ou marchandise, mais mouvement permanent de valorisation du capital, pour qu'il y ait propriété sociale, il faut un mouvement permanent d'appropriation sociale. C'est non seulement la question des "droits nouveaux" qui est posée, mais surtout celle de leur usage. L'autogestion. L'appropriation sociale, c'est l'économie qui commence à passer de la valeur d'échange à la valeur d'usage, par le fait qu'elle est progressivement réorientée, grâce à la prise du pouvoir de la société sur le capital, en fonction non pas des impératifs de la valorisation de ce capital mais de la satisfaction progressive des besoins. On pourrait dire du communisme qu'il est le mouvement de pensée qui pose la question toujours révolutionnaire de la démocratie économique. C'est-à-dire de l'usage qui est fait collectivement du surtravail produit par la société. ●●●



L'appropriation conçue non seulement comme but mais aussi comme mouvement, c'est ce dont témoignent certaines luttes, dès aujourd'hui, comme celle des Fralib ou des salariés de Pilpa qui ont fondé la coopérative La Belle Aude. (www.labelleaude.fr)

L'appropriation conçue non seulement comme but mais aussi comme mouvement, c'est ce dont témoignent certaines luttes, dès aujourd'hui, comme celle des Fralibs ou des salariés de Pilpa qui ont fondé la coopérative La Belle Aude. Toute lutte est d'ailleurs un acte d'appropriation. Qu'il s'agisse de la défense de l'école et des services publics, ou des luttes écologistes comme le montre le mouvement des ZAD. Toute lutte est une appropriation pratique en même temps que symbolique de l'espace social, depuis les occupations d'usines de 36, jusqu'à *Occupy Wall Street* ou le mouvement des Indignés espagnols.

Comme le fait remarquer Lucien Sève dans *l'Humanité* du 9 décembre dernier, à propos de la mobilisation des habitants de Douarnenez pour leur hôpital, « *Le futur est dans le présent. Demain commence dans les initiatives appropriatives d'aujourd'hui* ».

L'enjeu de l'appropriation n'est pas qu'économique. Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx en donnait déjà une vision philosophique large. Il y définit le communisme comme « *l'abolition positive de la propriété privée (elle-même aliénation humaine de soi) et par conséquent appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; donc retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient et qui s'est opéré en conservant toute la richesse du développement antérieur.* » Et il ajoute, dans ce passage très dense : « *Ce communisme en tant que naturalisme achevé = humanisme, en tant qu'humanisme achevé = naturalisme ; il est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, la vraie solution de la lutte entre existence et essence, entre objectivation et affirmation de soi, entre liberté et nécessité, entre individu*

et genre. Il est l'énigme résolue de l'histoire et il se connaît comme cette solution. »

En termes moins abstraits, on peut souvent trouver chez les poètes liés au mouvement révolutionnaire l'expression de cette "idée-sentiment" de l'appropriation.

Par exemple chez le Cubain Nicolas Guillen, après la révolution de 1959, dans son poème "J'ai" :

*Moi Jean-sans-rien hier encore
et aujourd'hui Jean-avec-tout
J'ai le plaisir de m'avancer dans mon pays
Maître de tout ce qu'il y a en lui.*

Ou Pablo Neruda :

« Nous sommes maintenant debout sur la Terre / nous voulons prendre complètement possession de tout ce qui existe. »

Reste une remarque que l'on peut faire et qui mériterait développement : cette appropriation suppose une part d'abandon. Pour s'approprier le monde, il faut dans une certaine mesure se donner à lui. Comme en amour, pour posséder, il faut se donner. C'est ce qu'on pourrait appeler une "aliénation positive". Et cette dimension de don (qui suppose de s'engager dans l'action avec les autres) est aujourd'hui décisive.

● Patricia Latour - Francis Combes





DIMANCHE 15 FÉVRIER

JOURNÉE EUROPÉENNE DE MOBILISATION AVEC LES GRECS

RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC

Contre les politiques d'austérité. Pour une Europe sociale, écologique et démocratique.

Le peuple grec vient de faire un choix démocratique clair : il s'est prononcé contre les politiques néolibérales.

Journée de mobilisation européenne Exigeons tous ensemble le respect des choix du peuple grec et l'arrêt des politiques d'austérité en Europe

DIMANCHE 15 FÉVRIER

Nous sommes tous Grecs

Comme les Grecs (ci-contre le 5 février à Athènes), tous contre le diktat de la BCE et de l'UE, pour la démocratie et l'Europe des peuples ! Voir "Initiatives"

sur www.comunistesunitaires.net

● **56 milliards.** C'est le montant des dividendes et actions gratuites distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2014. Cela représente un bond de 30 % par rapport à 2013, et cela se rapproche du montant perçu en 2007 (57 milliards), avant la crise financière. La CGT, par la voix de son nouveau secrétaire général Philippe Martinez, a dénoncé le « *coût du Capital* », indiquant que, chaque année, un salarié « *consacre maintenant quarante-cinq journées de travail à l'actionnaire, contre douze jours en 1981* ». C'est du vol !

● **180 milliards.** C'est l'estimation du coût du système d'évasion fiscale mis en place par la Banque HSBC, et cela seulement pour les années 2006 et 2007. Cela représente plus de la moitié du montant actuel de la dette grecque. Parmi les dizaines de milliers de contribuables concernés, de nombreuses personnalités (artistes, sportifs...) côtoient des politiques (tel l'ancien président de HSBC, Stephen Green, devenu depuis ministre du commerce et de l'investissement au sein du gouvernement Cameron) et bien des copains de la France et des États-Unis (tels nos amis les rois du Maroc, Mohammed VI, et de Jordanie, Abdallah II). À quand une opération main propre,

comme en Italie dans les années 90, pour en finir avec la corruption tout en renflouant les caisses de l'État ?



● **3 Euros.** C'est tout ce que coûte le numéro de janvier-février du e-mensuel de *Regards* qui, lui, vous apporte nourriture intellectuelle, argumentation politique, etc. : ainsi le dossier "L'onde grecque", dont nous souhaitons qu'avec notre solidarité active, elle soit un vrai tsunami européen, contribuant à balayer les politiques des dirigeants européens et leurs amis banquiers !



● Il aura fallu des semaines et des assassinats pour que "l'amendement Charb" sur la presse de moins de 50 salariés soit enfin voté. Rejeté lors de la discussion de la loi de finances, relancé par le Front de gauche puis, enfin, relayé par le groupe socialiste, il aboutit à une défiscalisation de 30 % pour les dons de particuliers aux journaux d'information politique et générale et jusqu'à 50 % pour les entreprises de presse solidaires.

Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
 Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART

facebook

twitter